Daniel BENAMOUZIG, *La santé au miroir de l'économie*

Paris, PUF, 2005, 479 p.

François Denord

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/2593>

DOI : 10.4000/histoiremesure.2593

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 5 décembre 2007

Pagination : 179-181

ISBN : 978-2-7132-2131-6

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

François Denord, « Daniel BENAMOUZIG, *La santé au miroir de l'économie* », *Histoire & mesure* [En ligne], XXII - 2 | 2007, mis en ligne le 09 décembre 2008, consulté le 04 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/2593> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.2593>

Ce livre constitue donc un apport important à la connaissance et la compréhension des mécanismes de gestion par la justice d'un phénomène encore trop largement méconnu, particulièrement pour les régions du Nord de l'Europe médiévale : l'endettement entre particuliers, le crédit à petite échelle. Il fournit de plus au lecteur des pistes de réflexion intéressantes et une invitation au dépassement de certaines idées reçues, comme l'assimilation « notariat public-Europe méridionale » *versus* « notariat sous le sceau-Europe septentrionale ». L'accent y est également mis sur l'importance des relations sociales : les différents acteurs de la dette (créancier, débiteur, juge, seigneur...) et les interactions qui existent entre eux doivent être pris en compte. En tant qu'ouvrage collectif, il évite un écueil fréquent de ce genre de littérature : les différents articles présentent dans l'ensemble une réelle cohérence. La réflexion sur les concepts de « juridiction gracieuse » et « juridiction contentieuse » sous-tend ainsi la plupart des communications. Elles assurent aussi un équilibre entre espaces urbains et ruraux, entre justice royale (Valence, Paris) et seigneuriale (Hinderclay, Nuremberg). Cela étant, nous ne pouvons que regretter l'absence d'une contribution concernant les anciens Pays-Bas (Belgique actuelle), entité territoriale et politique pourtant incontournable de l'Europe de la fin du Moyen Âge et pour laquelle des sources tant urbaines que rurales permettent d'appréhender cette question centrale de « la dette et du juge ».

Aude Musin

Daniel BENAMOUZIG, *La santé au miroir de l'économie*, Paris, PUF, 2005, 479 p.

Depuis une dizaine d'années, les travaux se rattachant à ce que l'on appelle communément la « sociologie économique » se multiplient en France. Consacré à l'économie de la santé entre les années 1950 et 1980, l'ouvrage de Daniel Benamouzig contraste avec nombre d'entre eux. En premier lieu, il ne se limite pas à l'étude d'une profession, d'un marché ou d'une aire géographique. L'auteur retrace l'histoire de l'économie de la santé française en tenant compte des différents espaces où elle s'élabore et circule (Université, organismes de recherche, milieux médicaux, politiques, ministères, etc.). En deuxième lieu, il marque ses distances vis-à-vis de la sociologie économique, en énonçant dès l'introduction un programme de « sociologie générale » de l'économie : il ne s'agit pas d'emprunter à l'économie ses raisonnements ou ses concepts, encore moins de la suppléer là où elle s'avèrerait déficiente. Daniel Benamouzig se propose d'adopter une démarche de sociologie classique, largement ouverte à l'histoire. En troisième lieu, en considérant l'économie tant du point de vue du théoricien que du praticien, l'auteur fait du calcul économique un acteur de premier plan. Il cherche moins à montrer des effets tangibles de l'économie de la santé sur le système sanitaire et social qu'à comprendre une dynamique historique, ainsi que l'élaboration et les recompositions d'un cadre intellectuel.

Les trois premiers chapitres du livre dépeignent une première configuration, celle des années 1950-1970 : l'économie de la santé trouve ses principaux relais

au sein de l'administration. C'est dans le sillage du Commissariat général au Plan qu'apparaissent les premières équipes spécialisées, notamment au sein du Crédoc, organisme peu étudié auquel Daniel Benamouzig consacre de très intéressantes pages. Si elle préoccupe les pouvoirs publics, l'expertise économique en matière de santé reste d'abord sous le contrôle de médecins. Durant les années 1960, avec l'émergence de la V^e République, les transformations des outils de prévision, le développement de la recherche opérationnelle et l'introduction de la rationalisation des choix budgétaires (RCB), elle fait son entrée au ministère des Finances. Elle est promue par des ingénieurs et des hauts fonctionnaires qui ont souvent fait le chemin de l'Amérique et découvert les travaux de la *Rand Corporation*. Elle pâtit cependant des liens qu'elle entretient avec la RCB, dont l'influence s'efface au début des années 1970. L'évocation de la controverse des années 1960 sur le « prix de la vie humaine » permet à l'auteur de revenir sur les différents raisonnements auxquels l'économie de la santé donne lieu dans cette première configuration : les logiques rationalisatrices (certains ingénieurs s'essayent à chiffrer le coût de la vie humaine en tenant compte d'éléments objectifs et subjectifs) s'opposent par exemple aux valeurs chrétiennes de certains médecins ; le calcul coûts-avantages décline devant le développement d'une économie du bien-être qui tente de construire des indicateurs qualitatifs en matière de santé.

La deuxième partie du livre (les chapitres 4 et 5) s'intéresse à la constitution d'une économie de la santé dans l'univers académique durant les années 1970. Daniel Benamouzig montre que cette « discipline » profite des réformes de l'Université et de l'essor de la contractualisation. Elle gagne également en audience et en crédibilité du fait d'une politisation progressive. L'usage des analyses coûts-avantages est ainsi renouvelé par des débats de société, comme celui portant sur le nucléaire. Ces deux chapitres fournissent l'occasion à l'auteur de défendre une thèse assez originale au regard de nombreux travaux de sociologie des sciences. L'autonomie de l'économie de la santé en tant que discipline ne s'oppose pas, loin s'en faut, à sa dépendance vis-à-vis de la commande administrative et à son instrumentalisation dans les débats publics. D'une part, l'asymétrie d'information entre l'État et les experts publics confère aux seconds d'importantes marges de manœuvre. D'autre part, l'autonomie rend possible des engagements qui à leur tour motivent la production de nouvelles connaissances.

La troisième partie du livre revient sur les usages de l'économie de la santé durant les années 1980. Après avoir retracé les transformations de l'hôpital et de la politique hospitalière, Daniel Benamouzig montre comment s'impose une logique d'évaluation des politiques publiques en matière de santé qui fédère médecins et économistes et réhabilite le calcul coûts-avantages, mais sous la forme d'une évaluation « médico-économique ». Dans un contexte où le libéralisme a le vent en poupe, les années 1980 sont marquées par un important débat sur les « réseaux de soins coordonnés ». Importé des États-Unis de Ronald Reagan par un économiste (Robert Launois), épaulé par un influent *think tank* (l'Institut la Boétie), ce projet de libéralisation du système de santé divise économistes et médecins. Les réseaux de

soins coordonnés, bien qu'inapplicables, participent d'un mouvement plus général d'observation des systèmes étrangers et de recherche d'instruments de comparaison internationale. Il s'agit de formaliser les systèmes de santé, qui deviennent ainsi des objets manipulables tant par des « scientifiques » que des « praticiens » ou des politiques qui agissent avec leurs logiques propres.

La Santé au miroir de l'économie est bien plus qu'une histoire de l'économie de la santé. Les efforts de recontextualisation systématique faits par l'auteur le situent de manière très convaincante à la croisée de la sociologie politique (ou de l'histoire), de la sociologie économique et de la sociologie des sciences. On comprend ainsi le projet de « sociologie générale » qu'il revendique en introduction et en conclusion. Sans rien enlever au caractère remarquable de l'ouvrage, deux critiques peuvent néanmoins être adressées à l'auteur. La première concerne sa thèse stimulante sur l'autonomie d'une discipline dans sa relation avec un cadre contraignant. Il conclut un peu rapidement à la possibilité de sa généralisation, alors qu'elle renvoie peut-être à une configuration historique précise et que le processus qu'il décrit peut très bien être conduit à s'inverser. La seconde critique tient à ce que Daniel Benamouzig entre rarement dans le détail des formalisations opérées par les acteurs, sauf dans le chapitre consacré au prix de la vie. Le décorticage de quelques modèles aurait pu renforcer sa démonstration et rendre plus palpables les « motifs cognitifs » dont il retrace brillamment les mutations successives.

François Denord

Natacha COQUERY, Florence WEBER & François MENANT (dir.), *Écrire, compter, mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, Paris, Éditions rue d'Ulm, 2006, 280 p

Plusieurs des communications d'un colloque, réunissant des chercheurs en sciences humaines venus de différents horizons (histoire, ethnologie, économie, gestion) et qui fut organisé en 2001 sur le thème « Écrire, compter, mesurer », ont été colligées dans l'ouvrage éponyme que publient les éditions de l'ENS de la rue d'Ulm. Le livre est structuré en quatre parties que nous allons brièvement présenter.

François Menant rapproche le développement de l'écrit documentaire aux ^{XI^e} et ^{XII^e} siècles du besoin d'administrer, de contrôler, de gouverner des ensembles qui commencent à s'organiser en États. Pierre Portet retrace, de son côté, le développement des techniques du calcul élémentaire dans l'Occident médiéval, avec l'utilisation de l'abaque à jetons, le calcul sur la poussière pour l'algoriste, la diffusion de la numérotation de position arabo-indienne. On en vient tout naturellement à la comptabilité à partie double avec Giacomo Todeschini, qui reprend la réflexion menée par Max Weber sur la rationalité économique occidentale en la croisant avec celle de Jack Goody sur la raison graphique. Ces trois chapitres constituent la première partie, qui dresse le parallèle entre « écriture pratique, État et capitalisme ».